d'une manière désastreuse sur l'agriculture du Grand-Duché et sur ses nombreuses distilleries de fruits ; l'expérience a pris soin de justifier la cause de leurs alarmes : des milliers d'arbres abattus, l'énorme perte résultée de la destruction des fruits et de celle des marcs de raisin demeurés sans emploi pendant les années 1818 et 1819, sont venus attester à la fois et la justesse des réclamations et l'insuffisance des objections. »

« Nous nous flattons toujours de l'espoir que l'existence de si grands maux, qui n'est enfin plus contestée, apportera à la législation actuelle les changements que nous avons sollicités si vivement. Puisse nous, Sire, ne pas avoir besoin de mettre sous Vos yeux, justifiées par une ruineuse expérience, de tardives réclamations contre les nouveaux projets d'imposition soumis aux Etats Généraux. »

Dans la séance du 13 juillet suivant, Willmar lut aux députés deux articles parus dans le Flambeau et le Vrai Libéral sur la séance des Etats de Luxembourg du 6. Ces articles lui semblaient attentatoires à leur dignité et même à la sûreté de leurs membres, puisque la minorité de cette assemblée y avait été désignée en termes perfides. Il reprocha aussi des inexactitudes au publiciste du Vrai Libéral. Willmar répéta qu'il n'avait fait ces remarques qu'en sa qualité de président de la députation des Etats dont il voulait sauvegarder la dignité, et qu'il ne demanderait aucune sanction contre les auteurs des articles incriminés.

L'avocat J. B. Thorn (58) se déclara auteur de celui paru dans le Vrai Libéral. En termes assez déclamatoires sur la liberté de la presse comme meilleure garantie des droits constitutionnels d'un peuple, il affirma que son article n'avait d'autre but que de compenser l'abandon de l'adresse proposée pour la première Chambre des Etats Généraux. Il prétendit que les lacunes de son exposé ne tendaient nullement à dénigrer cette assemblée, et qu'il était convaincu qu'elle lui rendrait justice. L'assemblée approuva ce point de vue et passa à l'ordre du jour, après avoir résolu encore de répondre par le mépris au publiciste du Flambeau.

De tous les impôts du régime néerlandais, le droit de mouture établi par une loi du 21 août 1822, était considéré comme l'imposition la plus vexatoire. Cette loi laissait aux Etats le choix entre trois modes d'abonnement ; ils préférèrent celui de la répartition entre les ménages et offrirent au gouvernement 50 000 florins à titre d'abonnement (59). Celui-ci ayant demandé environ 265 000 florins, les membres de la première section exposèrent dans leur séance du 11 décembre 1822 qu'il fallait prendre promptement des mesures énergiques « pour ouvrir les yeux au Gouvernement et lui faire sentir que notre prospérité n'est

---

(58) Sur J.-B. Thorn qui fut nommé dans la suite gouverneur du Luxembourg par le gouvernement provisoire de Bruxelles, voir l'ouvrage de Mullendorff, pp. 202 s.

(59) Voir l'ouvrage de M. Albert Calmes, pp. 130 s.